



Dans le cadre de son partenariat avec la Protection Civile

## OO REDOO ACCOMPAGNE LA GRANDE FINALE DU CHALLENGE NATIONAL DES SPORTS ADAPTÉS AUX SAPEURS-POMPIERS

P. 2

# Transaction

La solidarité et l'unification des rangs

## DES IMPÉRATIFS POUR GAGNER LA BATAILLE DU DÉVELOPPEMENT

P. 16

Lundi 21 août 2017  
N° 2875 Prix : 10 DA

www.Transactionalgerie.com  
www.Transactionalgerie.DZ

Quotidien national  
d'information économique

D'ALGERIE

## Gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques

# BOUTEFLIKA : « NÉCESSITÉ D'UNE SOLIDARITÉ ET D'UNE MOBILISATION POUR RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT »



Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques à "la solidarité, à la mobilisation et à l'unification des rangs afin de mener à bien la bataille du développement et préserver l'indépendance financière de l'Algérie et de sa souveraineté sur le plan économique".

P. 2

Acquérir un véhicule particulier

## LE SOUHAI DE BEAUCOUP D'ALGÉRIENS MALMENÉS PAR LES TRANSPORTEURS PRIVÉS

P. 4

Ministère de l'Habitat de l'urbanisme et de la ville

## M. ABDELWAHID TEMMAR PREND SES FONCTIONS

P. 3



Gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques

# BOUTEFLIKA : « NÉCESSITÉ D'UNE SOLIDARITÉ ET D'UNE MOBILISATION POUR RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT »

*Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques à "la solidarité, à la mobilisation et à l'unification des rangs afin de mener à bien la bataille du développement et préserver l'indépendance financière de l'Algérie et de sa souveraineté sur le plan économique".*

Par Amine Meslem

Dans un message à l'occasion de la célébration de la journée du Moudjahid, lu en son nom par le ministre des Moudjahidine Tayeb Zitouni, le président Bouteflika a souligné que l'Algérie célébrait deux événements importants dans l'histoire du peuple algérien, affirmant que "face aux défis de l'heure, nous devons nous imprégner des valeurs de solidarité et d'unité qu'ils véhiculent et qui doivent accompagner tous les acteurs du développement, le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques, en vue de mobiliser toutes les énergies, créer de nouvelles ressources complétant celles du pétrole et préserver à long terme l'indépendance financière de l'Algérie et sa souveraineté sur le plan économique". "Le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques doivent donner l'exemple à notre peuple, par la solidarité, la mobilisation et



l'unification des rangs afin que notre pays puisse investir de manière constructive dans les différentes capacités et potentialités de ses enfants", a souligné le chef de l'Etat. "Mener à bien la bataille du développement dans une conjoncture marquée par de multiples pressions extérieures et principalement par une chute vertigineuse des

cours du pétrole depuis 3 ans, exige de tous les Algériens et Algériennes, quels que soient leurs postes et fonctions, de mettre à profit tous les atouts

et toutes les capacités pour relever ce défi", a écrit le chef de l'Etat. "Le développement, la souveraineté et l'indépendance ainsi que toutes

les valeurs de notre peuple, impliquent de renforcer l'Etat de droit qui exige à son tour de promouvoir le consensus national et de resserrer les rangs face aux défis du monde contemporain". "Le consensus et l'unification de nos forces ont constitué l'objectif principal de mon parcours politique que j'ai eu l'honneur de mener avec vous tout au long de ces années, en commençant par la concorde civile et en passant par la réconciliation nationale", deux options, a-t-il dit, qui ont permis de rétablir la quiétude dans notre pays et d'accomplir de nombreuses réalisations sur tous les plans, au service du peuple algérien", a conclu le président de la République Abdelaziz Bouteflika.

A.M.

Alors que le Produit intérieur brut (PIB) par habitant est estimé à 3.894 dollars

## L'ALGÉRIE A RÉALISÉ UN TAUX DE CROISSANCE DE 3,3% ENREGISTRÉ EN 2016

*L'économie algérienne a réalisé un taux de croissance de 3,3% en 2016 contre 3,7% en 2015, et un Produit intérieur brut (PIB) par habitant de 3.894 dollars en 2016, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).*

Par Amine Meslem

Cette croissance appréciable a été pour l'essentiel tirée par le secteur des hydrocarbures, qui a connu un véritable rebond en 2016 avec une hausse de sa valeur ajoutée de 7,7% en 2016 contre 0,2% en 2015. Pour ce qui est des croissances sectorielles, elles ont été marquées par les légères performances de l'agriculture et une croissance contrastée dans l'ensemble des secteurs d'activité, du fait du recul des dépenses publiques et de la contraction des importations. En valeurs courantes, le PIB est passé de 16.702,1 milliards de DA en 2015 à 17.406,8 milliards de DA en 2016, soit une hausse

de 4,2%. Par tête d'habitant, le PIB per capita est évalué à 3.894,0 dollars en 2016. Le déflateur du PIB a enregistré une hausse de 0,9% en 2016 après des baisses en 2014 (0,3%) et 2015 (6,5%). Cette tendance révèle ainsi une décélération de la baisse des prix internationaux des hydrocarbures. D'autre part, la Consommation finale des ménages (CFM) a affiché en 2016 une croissance de 3,3%, tandis que la Formation brute de capital fixe (FBCF) a évolué de 3,5% en volume contre 5,7% en 2015, soit une baisse du rythme de croissance de la FBCF. Cette baisse du rythme de croissance de la FBCF a été induite essentiellement par le recul des importations des biens d'équipement

industriels dès 2014, ainsi qu'à une relative baisse des dépenses d'équipement de l'Etat. En valeurs nominales, la FBCF a augmenté de 6%, s'établissant à 7.467,3 milliards de DA en 2016 contre 7.041,7 milliards de DA en 2015. Le ralentissement du rythme de croissance en volume de la FBCF maintient toutefois un taux d'investissement dans l'économie encore élevé, vue qu'en 2016 la part de la FBCF dans le PIB a atteint 42,9%, alors que ce taux était de 42,2% en 2015. Ces ratios dénotent un effort d'investissement toujours très important mais soutenu, pour l'essentiel, par l'Etat et le secteur de l'énergie et des hydrocarbures.

A.M.

Dans le cadre de son partenariat avec la Protection Civile

### OOREDOO ACCOMPAGNE LA GRANDE FINALE DU CHALLENGE NATIONAL DES SPORTS ADAPTÉS AUX SAPEURS-POMPIERS

■ Ooredoo, partenaire officiel de la protection civile, accompagne pour la sixième année consécutive la phase finale du Challenge national des sports adaptés au métier de l'agent de la Protection Civile des wilayas, organisée du 15 au 18 août 2017 à Bejaia. La cérémonie d'ouverture de la finale s'est déroulée en présence des autorités locales, à leur tête le Wali de Bejaia, de nombreux officiels, de hauts responsables de la Protection Civile et des cadres de Ooredoo. Cette grande finale a réuni plus de 700 agents pompiers finalistes issus des différentes unités du pays sélectionnés lors des phases de sélection régionales qui se sont déroulées à Laghouat pour les régions Centre et Sud, à Bordj Bou Arrerij pour la région Est et à Ain Defla pour la région Ouest. Durant la compétition du Challenge national, les sapeurs-pompiers ont participé aux multiples épreuves sportives liées aux activités opérationnelles des agents de la Protection Civile : Parcours sportif de l'agent de la Protection Civile, Course avec sac à dos, Course avec brancard, Concours de la meilleure équipe secouriste ambulancier, Nage libre et sauvetage en mer, Conduite en tout terrain, etc. A travers cette opération, Ooredoo confirme sa dimension citoyenne et son engagement indéfectibles au sein de la société algérienne.

Ministère de l'Habitat de l'urbanisme et de la ville

# M. ABDELWAHID TEMMAR PREND SES FONCTIONS

*Le nouveau ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Abdelwahid Temmar, a pris ses fonctions, samedi, à la tête de ce département ministériel et ce, en remplacement de M. Youcef Chorfa, après un remaniement ministériel partiel opéré par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.*

Par Amine Meslem

Ainsi, M. Abdelwahid Temmar, qui occupait le poste de wali de Mostaganem, remplace son prédécesseur à cette fonction après l'installation d'un nouveau Premier ministre en la personne d'Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement. Lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, le nouveau ministre a affirmé être honoré de sa nomination par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika à la tête de ce département ministériel "sensible" et à "multiples volets". "J'espère, tel mon prédécesseur, pouvoir imposer mon empreinte (dans ce département ministériel)", a déclaré M. Temmar en ajoutant que sa manière de procéder sera, certes, différente mais visera les mêmes objectifs. Pour sa part, M. Chorfa s'est dit honoré par son passage à la tête du ministère de l'Habitat et souhaite à son successeur le succès. "Je remercie le président de la République pour avoir placé sa confiance en ma personne", a-t-il déclaré lors de la cérémonie de passation. M.



Temmar a précisé que le programme à suivre sera celui du Président de la République et se calquera sur les objectifs de son gouvernement.

"Les objectifs du département sont tracés et sont les mêmes, c'est la manière de les réaliser qui diffère d'un

ministre à l'autre", a-t-il ajouté lors d'un point de presse en marge de la cérémonie notant au passage qu'après cette installation, il compte tenir des ateliers de travail et des réunions avec les cadres et responsables du secteur en vue de tracer une feuille de

route et un agenda pour définir ainsi la manière de procéder. En réponse à une question sur l'importance qu'il accordera aux différentes formules de logements prévues par le Président de la République au profit des citoyens, le nouveau ministre a tenu à préciser qu'il est important de ne pas concentrer toute l'attention sur l'AADL. Il a également estimé que, s'agissant du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, qui est

un "département grand et lourd" vu les responsabilités qui lui incombent, l'urbanisme doit compter autant que le volet Habitat. "Nous ne devons pas oublier que nous chapeautons également le volet urbanisme. Nous avons un grand travail à faire concernant l'urbanisme ainsi que l'aménagement des villes et l'embellissement de nos villes", a-t-il continué. Par ailleurs, M. Temmar compte axer sur l'information et organiser des rencontres avec les journalistes en vue de fluidifier la communication au profit des citoyens et ce, via la presse mais aussi les réseaux sociaux, a-t-il déclaré. Pour rappel, avant sa nomination, M. Temmar occupait le poste de wali de Mostaganem depuis l'année 2015. Le nouveau ministre est né le 5 avril 1965 et a obtenu un baccalauréat en sciences exactes. Diplômé des études supérieures, il est architecte d'Etat spécialisé en urbanisme et a rejoint le secteur de l'Habitat en 1988 où il a occupé plusieurs postes de responsabilité. M. Temmar a occupé, notamment, le poste de directeur d'urbanisme dans la wilaya d'Oran et au ministère de l'Habitat. Il a également occupé le poste d'inspecteur régional d'urbanisme puis directeur général d'urbanisation et d'architecture.

A. M.

## Industrie automobile

### YOUSFI: «L'UN DES DOSSIERS IMPORTANTS À EXAMINER»

*Le ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi, a affirmé à Alger que "l'industrie automobile sera l'un des dossiers importants à examiner".*

Par Amine Meslem

En marge de la cérémonie de passation des pouvoirs avec son prédécesseur Mahdjoub Bedda, le ministre a indiqué dans une déclaration à l'APS que l'industrie automobile sera parmi les dossiers importants inscrits à l'ordre du jour de son agenda et qu'il compte examiner avec les cadres de son secteur en vue de la développer. L'industrie nationale sera mise à contribution pour développer le secteur de l'industrie automobile en Algérie et réaliser l'intégration entre

les deux secteurs", a souligné le ministre. "Nous comptons par ailleurs intégrer l'industrie automobile dans le secteur de l'industrie nationale", a-t-il précisé. Le secteur constitue l'une des assises essentielles pour la construction d'une économie diversifiée qui aide à sortir de la dépendance aux hydrocarbures, ajoute M. Yousfi. Dans le même contexte, le ministre a évoqué les dossiers de "l'exploitation du phosphate" et la réalisation du projet de "Ghar Djebilet" qui date de plusieurs années, ainsi que l'industrie des engrais et la pro-

duction de l'acier. Le ministre compte se concentrer sur les richesses produites par les petites et moyennes entreprises, estimant que "ces richesses représentent la force de l'économie nationale". M. Yousfi a souligné que ce secteur, conformément au programme du président de la République, "générera de nouvelles ressources et créera des emplois". Le ministre a rappelé que la réalisation de ces objectifs ne peut s'accomplir que par la conjugaison des efforts de tous les cadres et responsables du secteur.

A. M.

Hadj

### AFFLUENCE DES HADJIS ALGÉRIENS À LA MECQUE

Les hadjis algériens continuent d'affluer vers la Mecque en vue d'accomplir le rite du hadj pour la saison 2017, a indiqué le Comité de suivi du pèlerinage à la Mecque de la mission algérienne. Les hadjis algériens dont le nombre a atteint, samedi, 4052 pèlerins sont accueillis par les membres de la mission algérienne à la Mecque, à travers les comités de la protection civile pour leur prise en charge et leur transport vers leurs hôtels de résidence, a-t-on constaté. Le président du Comité de suivi, M. Saïb Mohand Ou Idir a indiqué que l'opération se déroule dans de bonnes conditions grâce à l'intervention des différents membres de la mission algérienne, d'autant qu'il a été remédié aux insuffisances enregistrées au niveau de certaines agences, ajoutant que tout se passe bien pour les hadjis ayant opté pour les agences de tourisme. Concernant les hadjis égarés, le comité de suivi intervient par le biais de ses membres déployés à la Mecque avec leur uniforme (jaune) portant le drapeau algérien.

APS

Acquérir un véhicule particulier :

# LE SOUHAIT DE BEAUCOUP D'ALGÉRIENS MALMENÉS PAR LES TRANSPORTEURS PRIVÉS

*Contrairement à ce qui en était attendu, la baisse drastique des importations de véhicules, et par à coup l'augmentation de leur coût, des nationaux n'ont pas, pour autant, été dissuadés de faire l'achat d'un moyen de transport personnel, désormais perçu comme une nécessité.*

Le reporter de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, qui consacre, ce dimanche, son attention à ce sujet, relève qu'en dépit des prix « dissuasifs » observés sur les marchés des véhicules, « neufs ou d'occasion », ces derniers sont devenus l'objet « de tous les fantasmes » pour beaucoup d'Algériens. Interrogé, le président de l'Association de protection des consommateurs estime que cette situation trouve son origine dans la « désorganisation » du secteur des transports collectifs. « Nous n'avons pas un véritable service de transports en commun » qui assure une continuité de service, affirme M. Hassan Menouar relevant que de plus, l'usager ne bénéficie pas de la bonne prestation pour laquelle il a payé. Plus incisif, il observe que dans le secteur des transports, « tout le monde fait ce qu'il veut ». A cet effet, il cite en exemple un propriétaire d'un taxi « qui, dit-il, se lève le matin quand il veut, travaille quand il veut et rentre chez lui quand il veut ». Il en est de même, ajoute M. Menouar, des transporteurs de bus qui imposent leur « diktat » aux voyageurs. Revenant au désir des Algériens de posséder leur véhicule propre, le journaliste de la chaîne 3 fait parler des citoyens rencontrés dans la rue qui, unanimes, répondent que la voiture reste un outil indispensable, « pour celui



qui possède les moyens financiers pour l'acheter », déclare l'un d'eux. Elles sont nombreuses les personnes questionnées à pointer du doigt les transporteurs privés qui, « à partir de 18 heures » désertent leur service, et d'autres à se plaindre d'avoir à patienter plus d'une demie heure pour voir arriver un transport en commun. Nadir, un chauffeur de taxi, explique pourquoi il arrête ses dessertes à partir d'un certain moment de la journée : « il n'y a pas de sécurité, à partir de 17 heures », dit-il, je rentre à la maison », contrairement aux années 85 durant lesquelles, assure-t-il, il cessait son travail vers 1 ou

2 heures du matin. Critique à l'endroit des pouvoirs publics, l'économiste Khaled Amar considère de son côté, que les transports en commun sont loin de répondre aux besoins de la population. « On a,

déclare-t-il, opté pour une mobilité par véhicule individuel, au lieu de mettre l'accent sur un système de transport d'usagers, ponctuel facilitant les déplacements d'un endroit à un autre en toute

sécurité ». « Ailleurs, reprend-il, la priorité est accordée aux transports collectifs, même si il existe une industrie de l'automobile. Mais ici, vous ne pouvez vivre sans posséder un véhicule particulier ».

## Administration

### LE PRÉSIDENT BOUTEFLIKA PROCÈDE À UN IMPORTANT MOUVEMENT DES CADRES DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

*Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé samedi à un important mouvement des cadres occupant une fonction supérieure au niveau de l'administration territoriale ayant touché 95 chefs de daïras, huit directeurs de la réglementation et des affaires générales, cinq directeurs de l'administration locale et sept inspecteurs généraux de wilayas, indique un communiqué de la Présidence de la République.*

« Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a procédé, ce jour, à un important mouvement des cadres occupant une fonction supérieure au niveau de l'administration territoriale. Ce mouvement a touché quatre-vingt-quinze (95) chefs de daïras, huit (8) directeurs de la réglementation et des affaires générales, cinq (5) directeurs de l'administration locale et sept (7) inspecteurs généraux de wilayas », note le communiqué. Ce mouvement « vient suite à la promotion de certains cadres dans d'autres

fonctions supérieures au niveau de l'administration territoriale et ayant pour objectif la poursuite des efforts déployés en matière de développement et de modernisation des services publics, à travers notamment la répartition optimale des compétences et l'amélioration de l'encadrement des collectivités locales », précise la même source. Il consacre ainsi « l'intégration des jeunes cadres et la promotion du rôle de la femme dans l'occupation des postes de responsabilité au sein des collectivités locales, où neuf (9) femmes ont été promues dans ces fonctions supérieures ». Ce mouvement

comprend « quatre-vingt-quinze (95) chefs de daïras, dont quarante-sept (47) cadres ont été promus dans cette fonction supérieure, huit (8) postes de directeurs de la réglementation et des affaires générales, dont six (6) cadres ont été promus dans cette fonction supérieure, cinq (5) postes de directeurs de l'administration locale, dont quatre (4) ont été promus dans cette fonction supérieure, et sept (7) inspecteurs généraux de wilayas, dont six (6) cadres ont été promus dans cette fonction supérieure », ajoute le communiqué.

APS

Aid

### RENFORCEMENT DU DISPOSITIF SÉCURITAIRE EN PRÉVISION DE L'AID EL ADHA

■ Le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, a mis en place, en prévision de la célébration de l'Aid El Adha, « une série de mesures sécuritaires en vue d'assurer le bon déroulement de cette fête religieuse, a indiqué samedi un communiqué du ministère. « En prévision de la célébration de l'Aid El Adha, le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire a adopté une série de mesures pour assurer le bon déroulement de cette fête religieuse en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires et en renforçant le dispositif de sécurité, précise la même source. A cet effet, les walis et walis délégués « ont pris toutes les dispositions nécessaires à la prise en charge de tous les aspects liés à cette fête religieuse », et ce en coordination avec tous les secteurs concernés.

APS

La solidarité et l'unification des rangs

# DES IMPÉRATIFS POUR GAGNER LA BATAILLE DU DÉVELOPPEMENT

*La solidarité, la mobilisation et l'unification des rangs ont été définies par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, comme étant des impératifs dans la bataille pour le développement que mène l'Algérie en vue de préserver son indépendance financière et sa souveraineté économique.*

**S'**exprimant dans un message à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid, le chef de l'Etat a observé que face aux défis de l'heure, à savoir la réduction drastique des recettes du pays en devises, consécutivement à la chute depuis plus de trois années des cours du pétrole, ayant fortement impacté les équilibres budgétaires de l'économie nationale, une solidarité et une unité "sans faille" et un esprit de "consensus national" doivent animer le gouvernement et ses partenaires économiques et sociaux. L'Exécutif, le patronat et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) étant les trois acteurs majeurs et complémentaires du processus de développement socio-économique, ils sont tenus de faire montre d'un haut degré de coordination. "Le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques doivent donner l'exemple à notre peuple, par la solidarité, la mobilisation et l'unification des rangs afin



que notre pays puisse investir de manière constructive dans les différentes capacités et potentialités de ses enfants", a préconisé le président de la République. L'esprit de consensus national sur les questions économiques et sociales, évoqué par le président de la République, a été concrétisé à travers deux instruments: la Tripartite et le Pacte national économique et social de croissance. Le premier est un mécanisme de dialogue entre le gouvernement et ses partenaires économiques et sociaux, mis en place en 1991, qui se réunit régulièrement pour rapprocher les points de vue, définir les priorités et travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés. Ce cadre de négociation a été salué comme un "modèle" par l'Organisation internationale du travail (OIT). Une rencontre entre le gouvernement et ses partenaires économiques et sociaux (UGTA et patronat) s'est tenue le 30 juillet dernier à Alger pour examiner ensemble les points à soumettre à l'ordre du jour de la prochaine Tripartite. Lors de cette rencontre, il a

été convenu qu'elle se tiendrait le 23 septembre à Ghardaïa. La réunion de la Tripartite sera l'un des dossiers prioritaires qu'aura à traiter le nouveau Premier ministre, Ahmed Ouyahia, eu égard à l'importance que revêt le dialogue social dans la mise en oeuvre cohérente et concertée des réformes économiques et sociales. Le second instrument, le Pacte national économique et social de croissance, a été signé lors des travaux de la Tripartite de février 2014 à Alger. Ce Pacte a, notamment, fixé parmi ses objectifs l'accélération du processus de réformes économiques, le développement industriel, l'amélioration du climat d'affaires, le développement du système de santé et de la protection sociale, l'accès au travail et l'amélioration du pouvoir d'achat, ainsi que la sécurité énergétique et l'adéquation du système de formation avec les besoins de l'entreprise. Dans le cadre du Pacte, l'UGTA s'est engagée à contribuer à un climat économique et social favorable et à mobiliser les travailleurs en faveur de la compétitivité de

la production nationale et de la stabilité sociale. De leur côté, les employeurs se sont engagés à promouvoir une économie de production en respectant la législation et en préservant la santé au travail, à contribuer à la lutte contre le chômage et à mettre en adéquation la formation avec le marché du travail. Le Pacte national économique et social

pour la croissance est basé sur la volonté du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de promouvoir la concertation afin d'atteindre l'épanouissement économique. Dans son message à l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire de la création de l'UGTA et du 46ème anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, le pré-

sident Bouteflika a exhorté les partenaires sociaux à mettre l'Algérie à l'abri de la crise financière, à travers "une relance solide et multidimensionnelle aux fins de remettre sur rail le processus de construction de l'économie nationale, une économie libérée de l'hégémonie Des hydrocarbures et diversifiée".

APS

Lutte contre la drogue:

## 4.759 TOXICOMANES PRIS EN CHARGE DURANT LE PREMIER TRIMESTRE DE 2017

■ Quelque 4.759 toxicomanes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier trimestre de l'année 2017, dont plus de 37,7% sont des jeunes âgés entre 26 et 35 ans, a-t-on appris auprès de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT). "Au total, 4.759 toxicomanes, dont 1.798 âgés entre 26 et 35 ans (37,78%), ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier trimestre de l'année en

cours", a indiqué la même source. Concernant les tranches d'âge des toxicomanes traités, il est fait état de 1 613 personnes âgées entre 16 et 25 ans, alors que 1 276 toxicomanes ont plus de 35 ans et 72 autres ont moins de 15 ans. Pour ce qui est de la prise en charge des toxicomanes pour soins et désintoxication, 4 480 ont bénéficié de consultations externes, 276 autres d'hospitalisation volontaire et trois (3) ont fait l'objet d'injonction thérapeutique, selon la même source.

L'Office relève que 2 748 personnes (57,74%) des toxicomanes ayant bénéficié d'une prise en charge sont célibataires et 1 777 autres (37,34%) sont mariés. Evoquant leur situation professionnelle, la même source note que 52,05% des toxicomanes sont des travailleurs, 40,43% sans emploi et 7,52% sont étudiants. Parmi les cas traités, 36,44% ont consommé du cannabis, 30,82% de substances psychotropes et 22,44% sont poly-toxicomanes.

APS